

Brochure n° 3184

Convention collective nationale

IDCC : 2075. – **ŒUFS ET INDUSTRIES
EN PRODUITS D'ŒUFS**

**(Centres de conditionnement,
de commercialisation et de transformation)**

ACCORD DU 29 AOÛT 2008

RELATIF AUX SALAIRES MINIMA CONVENTIONNELS POUR 2008

NOR : *ASET0851181M*

IDCC : *2075*

Entre :

Le syndicat national des industries des professionnels de l'œuf (SNIPO),

D'une part, et

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation,
des tabacs et allumettes, des services annexes (FGTA) FO ;

La fédération générale agroalimentaire (FGA) CFDT ;

La fédération agroalimentaire CFE-CGC ;

La fédération agroalimentaire FNAF-CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Objet. – Champ d'application

Un premier accord sur les salaires minima pour l'année 2008 a été négocié et conclu au mois d'avril. Cet accord contenait une clause prévoyant qu'un point serait fait en juin 2008 sur le niveau des salaires minima, en fonction notamment de l'évolution retenue pour le SMIC.

Le présent accord fait donc suite à la négociation qui a été engagée, en application de cette clause de revoyure et qui a abouti à l'évolution de la grille des salaires minima telle que prévue à l'article 2.

Le présent accord annule et se substitue donc au précédent accord de salaires minima de 2008 en ce qui concerne la grille des salaires minima mensuels applicable à compter du 1^{er} juillet 2008, le salaire annuel minimum applicable pour l'année 2008 demeurant par contre inchangé.

Le présent accord national est applicable aux entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective des centres immatriculées de conditionnement, de commercialisation et de transformation des œufs et des industries en produits d'œufs, tel qu'il est défini par l'article 1.1 de la convention collective.

Article 2

Barème des salaires minima conventionnels pour une durée de travail à temps plein

Le barème des salaires mensuels et annuels minima est applicable pour une durée mensuelle du travail de 151,67 heures ou sa durée annuelle équivalente.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	SALAIRE MINIMUM MENSUEL au 1 ^{er} juillet 2008 arrondi au chiffre entier supérieur	SALAIRE MINIMUM ANNUEL applicable pour 2008 arrondi au chiffre entier supérieur
I	1	1 322	16 515
	2	1 322	16 606
	3	1 325	16 783
II	1	1 330	16 887
	2	1 330	17 004
	3	1 334	17 173
III	1	1 339	17 273
	2	1 348	17 390
	3	1 368	17 650
IV	1	1 385	17 867
	2	1 396	18 010
	3	1 412	18 218
V	1	1 481	19 106
	2	1 508	19 457
	3	1 548	19 973

NIVEAU	ÉCHELON	SALAIRE MINIMUM MENSUEL au 1 ^{er} juillet 2008 arrondi au chiffre entier supérieur	SALAIRE MINIMUM ANNUEL applicable pour 2008 arrondi au chiffre entier supérieur
VI	1	1 593	20 553
	2	1 639	21 147
	3	1 707	22 022
VII	1	1 820	23 483
	2	1 935	24 965
	3	2 046	26 399
VIII	1	2 274	29 337
	2	2 501	32 266
	3	2 840	36 643
IX	1	3 407	43 958
	2	3 746	48 330
	3	4 201	54 202
Les niveaux I à IV correspondent à la catégorie employés-ouvriers. Les niveaux V et VI correspondent à la catégorie agents de maîtrise. Les niveaux VII à IX correspondent à la catégorie cadres.			

Il est rappelé qu'en cas de départ ou d'arrivée en cours d'année, de changement d'échelon ou de travail à temps partiel, le salaire annuel minimum est calculé au prorata (ainsi que le salaire minimum mensuel en cas de travail à temps partiel).

Article 3

Calcul du salaire annuel minimum

Il est rappelé que le salaire annuel minimum résultant de la classification comporte tous les éléments de rémunération, quelle que soient leur qualification et leur périodicité, à l'exception :

- des majorations diverses prévues par la loi ou la convention collective en raison de circonstances particulières (heures supplémentaires, heures travaillées un jour férié, un dimanche ou de nuit) ;
- du montant de la prime d'ancienneté ;
- des sommes qui constituent un remboursement de frais et ne supportent pas de ce fait les cotisations des régimes sociaux ;
- des sommes issues des accords de participation et d'intéressement qui n'ont pas le caractère de salaire.

En fin d'année civile, une comparaison doit être effectuée entre le montant brut de la rémunération effectivement perçue par chaque salarié et le salaire annuel minimum en prenant en compte les éléments définis précédemment.

Si le montant brut perçu est inférieur au salaire annuel minimum afférent au niveau de classification du salarié, le complément brut de rémunération correspondant est versé à l'intéressé à l'occasion de la première paie de l'année suivante.

Article 4

Date d'entrée en vigueur. – Durée. – Extension

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Le présent accord fera l'objet des formalités de dépôt prévues à l'article L. 132-10 du code du travail à la diligence de l'organisation employeur, sous réserve du droit d'opposition visé à l'article L. 132-2-2 du code du travail.

Il sera applicable dès sa date de dépôt par les entreprises adhérentes au SNIPO, et dès le premier jour du mois suivant la publication de son arrêté d'extension pour les autres.

Les parties signataires demandent conjointement l'extension du présent accord au ministère du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité.

Fait à Paris, le 29 août 2008.

(Suivent les signatures.)